

Le Rappel

JOURNAL DE GAUCHE ■ BI-MENSUEL D'INFORMATIONS ET DE DÉBATS ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE

du Morbihan

EDITORIAL



Par
Gwendal Rouillard
Premier secrétaire fédéral

Trois volontés

Lors du scrutin du 9 novembre, la motion de François Hollande a été votée majoritairement au niveau national comme dans le Morbihan. Je me réjouis de ce vote de crédibilité et remercie chacun pour la confiance exprimée. Je salue également les autres porteurs de motion et tous les adhérents qui ont permis un débat sérieux et serein dans notre Fédération.

Lors du Congrès départemental du Faouët, j'ai affirmé - avec d'autres - trois volontés :

- La volonté de proposer aux Français un Projet du Vivre ensemble : celui-ci doit incarner un modèle de développement progressiste fixant comme priorité l'économie plurielle (et donc la diversité de l'emploi), l'éducation-recherche (service public de la petite enfance, place de l'Université), l'habitat, la santé, l'environnement et les politiques de solidarités territoriales (soutien aux associations, contrat de ville, développement des zones rurales, financement des transferts de compétences issus de la décentralisation).

Face au délitement du lien social et au discours communautariste du Président de l'UMP, il faut aussi mettre en oeuvre les principes intangibles de la Laïcité : la liberté de conscience, l'égalité de traitement des citoyens et un accès assuré aux services de proximité. Le combat pour les services publics prend ici toute sa dimension ; au-delà de l'emploi et des prestations proposées, ils déterminent les conditions du Vivre ensemble et les éléments de reconnaissance pour chacun (cf l'actualité dans les banlieues).

- La volonté de choisir le développement durable comme méthode de gouvernance : ce choix suppose une démocratie internationale (ONU), une démocratie européenne (Union Européenne), une démocratie nationale qui renforce le pouvoir des régions (par exemple sur la politique de l'eau), une démocratie sociale qui offre aux acteurs sociaux une juste place, une démocratie participative qui garantit l'expression des citoyens (à ne pas confondre avec les structures de promotion des intérêts particuliers). Cette méthode repose sur des partenariats qui doivent s'inscrire sur la durée.

- La volonté de dynamiser la Fédération autour de trois objectifs : participer au Projet 2007/2008 en sollicitant les adhérents (sections), les sympathisants, les partenaires et en créant une instance de réflexion prospective ; conforter le développement des sections et le secteur formation (Université de Berder, promotion annuelle des stagiaires, partenariat avec Démocratie et Projet 56 et le MJS) ; amplifier nos partenariats européens et internationaux pour des réflexions communes, par exemple sur les enjeux maritimes (Portugal, Italie, Liban).

Ces orientations permettront de préparer les élections de 2007 et 2008 avec du contenu, de la méthode et un parti en mouvement. Elles donnent également le sens de ma candidature pour un nouveau mandat de Premier secrétaire fédéral. J'espère qu'elle suscitera l'adhésion la plus large possible lors du vote du 24 novembre organisée dans toutes les sections.

Pour un projet du Vivre ensemble

120 délégués socialistes morbihannais se sont réunis le 12 novembre au Faouët pour le Congrès départemental de la Fédération. Dans une ambiance sereine et détendue, ils ont débattu et réfléchi sur les orientations du Projet 2007. Gwendal Rouillard - candidat pour un nouveau mandat de Premier secrétaire fédéral - a souhaité un Projet du Vivre ensemble. En clôture de la journée, Jean-Yves Le Drian a salué la victoire de François Hollande et formulé plusieurs propositions pour une contribution bretonne au Projet 2007.

En ouverture, Pierre Pouliquen - secrétaire de la section cantonale du Faouët, et Francis Le Pichon - maire, ont exprimé certaines "attentes rurales" vis-à-vis du Parti socialiste : qualité des services publics d'Etat, soutien aux collectivités locales pour les services de proximité (services aux personnes, commerce...), aménagement équilibré du territoire, système de prévention santé (cf taux de suicide en Bretagne), etc.

Lors du débat de politique générale, Odette Herviaux a également rappelé la nécessité de définir et de financer les services à la population (solidarités territoriales pour les zones rurales comme pour les zones urbaines). Elle a aussi dénoncé les choix agricoles du Gouvernement qui peinent, au niveau européen (PAC) et dans le monde (OMC), à promouvoir les intérêts des petites et moyennes exploitations de notre région.

A la suite d'un échange de qualité (y compris sur la crise actuelle dans les banlieues), Gwendal Rouillard a présenté le bilan d'activité 2003/2005 de la Fédération (approuvé par plus de 86 % des votants lors du scrutin du 9 novembre). L'action du Secrétariat fédéral,

soutenue par le Conseil fédéral, s'est structurée à partir d'un objectif : construire un Grand Parti Socialiste dans le Morbihan.

Pour la première fois dans l'histoire électorale du département, une dynamique collective a permis aux socialistes et à la

du nouveau *Rappel* et du site internet (www.ps56.fr). Alain L'Hénoret - Trésorier fédéral, a rappelé les choix administratifs, financiers et juridiques qui permettent désormais d'envisager l'avenir avec optimisme et confiance.

Après la validation des résultats et la désignation des instances (voir page 2), Emmanuelle Bénard pour le NPS (motion 5) et Jean-Luc Martin pour Utopia (motion 3) ont annoncé, notamment, leurs décisions de ne pas présenter de candidats au poste de Premier secrétaire fédéral. Soutenu à l'unanimité par les délégués de la motion Hollande, Gwendal Rouillard a déposé sa candidature pour un nouveau mandat (le contenu de son intervention figure dans l'éditorial ci-joint).

En clôture, Jean-Yves Le Drian a salué la victoire de François Hollande et de la ligne réformiste qu'il incarne. Il a exprimé son souhait d'une contribution régionale au Projet 2007 avec quatre thèmes majeurs : la fiscalité (taxe d'habitation qui prend en compte les revenus), le logement (création d'un établissement public foncier national), la décentralisation (renforcement du pouvoir régional) et l'agriculture (PAC, OMC).



120 délégués morbihannais ont participé au congrès départemental au Faouët.

gauche d'arriver en tête des suffrages aux élections régionales et européennes en 2004. Cet engagement a aussi créé, en partie, les conditions d'une progression en voix et en sièges au Conseil général ; une étape importante qui prépare de nouvelles conquêtes.

D'autre part, ce mandat a vu la création de 3 nouvelles sections (Le Faouët, La Roche-Bernard/Muzillac, Pont-Scorff), l'arrivée de 242 nouveaux adhérents, la naissance

**Judi 24 novembre 2005
18h à 22h**

**Vote dans les sections
pour la désignation des secrétaires :**

**Premier secrétaire national
Premier secrétaire fédéral
Secrétaire de section**

Motion Hollande : 77% des votes exprimés

Le Congrès départemental du Faouët a permis la validation des résultats du vote du 9 novembre sur les motions ainsi que sur les bilans d'activité (voir tableaux ci dessous). Les délégués des sections ont par ailleurs procédé au renouvellement des instances fédérales, dont la nouvelle composition (partielle) est présentée en bas de page.

Membres de droit, délégués, auditeurs et invités au Congrès national du Mans

Une délégation de près de 20 personnes se rendra au Congrès du Mans les 18 - 19 et 20 novembre, dont voici la liste :

Membres de droit

- Odette Herviaux - Sénatrice
- Jean-Yves Le Drian - Député
- Nathalie Le Magueresse - Commission nationale
- Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral
- NPS : Emmanuelle Bénard - Conseil national

Délégués (Motion Hollande)

- Marylou Chappé - Lorient
- Alain L'Hénoret - Lanester
- Richard Soubeiroux - Larmor-Plage
- Marie Guitton - Auray

Auditeurs (Motion Hollande)

- Loïc Le Meur - Ploemeur
- Gwennan Melscoët - MJS Morbihan
- Cathy Soubeiroux - Larmor-Plage
- Guy Toureaux - Sarzeau

Invités :

- Joseph Niol - Vannes
- Julie Changeur - MJS Vannes
- Jean-Marc Paous - Kervignac
- Bruno Troalen - Gourin
- René Lorent - Arradon
- Claude Boulanger - Guémené

Invitation Utopia

Jean-Luc Martin - Lorient

Permanent

Tugdual Gauter - Assistant fédéral

Bande dessinée & Education populaire

Jean Marc Paous se propose de vous faire partager sa passion pour la Bande Dessinée et l'Education Populaire à l'occasion d'une conférence qu'il anime :

Samedi 26 novembre à 15 heures au Palais des Congrès de Lorient

Vous êtes tous invités ainsi que vos amis ! De plus c'est organisé par La Ligue de l'Enseignement, l'une des plus anciennes institutions laïques d'Education Populaire...

Sections	Particip.	Bl./Nuls	Motion 1 Hollande	Motion 2 Fabius	Motion 3 Utopia	Motion 4 Bockel	Motion 5 NPS	BILAN NATIONAL			BILAN FÉDÉRAL		
								Pour	Contre	Abstent.	Pour	Contre	Abst.
ARRADON	92%	0%	91,7%	0%	0%	0%	8,3%	100%	0%	0%	91,7%	0%	8,3%
AURAY	82,6%	0%	57,9%	15,8%	0%	0%	26,3%	73,7%	21,1%	5,3%	78,9%	15,8%	5,3%
CAUDAN	100%	0%	66,7%	0%	0%	0%	33,3%	66,7%	0%	33,3%	66,7%	0%	33,3%
GOURIN	69%	0%	66,7%	11,1%	11%	0%	11,1%	55,6%	11,1%	33,3%	66,7%	0%	33,3%
GROIX	35,7%	0%	20%	0%	0%	0%	80%	20%	40%	40%	0%	20%	80%
GUÉMENE S/ S.	91,7%	0%	90,9%	0%	0%	0%	9,1%	77,8%	0%	22,2%	88,9%	0%	11,1%
GUER	42,4%	0%	42,9%	14,3%	0%	0%	42,9%	57,1%	0%	42,9%	57,1%	0%	42,9%
HENNEBONT	88,5%	0%	78,3%	0%	0%	0%	21,7%	87%	0%	13%	91,3%	0%	8,7%
INZINZAC-LOCH.	72%	0%	61,1%	33,3%	5,6%	0%	0%	70,6%	0%	29,4%	76,5%	5,9%	17,6%
JOSSÉLIN	82,4%	0%	78,6%	7,1%	0%	0%	14,3%	85,7%	0%	14,3%	85,7%	0%	14,3%
LANESTER	88,4%	0%	89,5%	0%	2,6%	0%	7,9%	89,5%	0%	10,5%	97,4%	0%	2,6%
LANGUIDIC	62%	0%	62,5%	12,5%	0%	0%	25%	75%	0%	25%	75%	0%	25%
LARMOR-PLAGE	69,2%	0%	61,1%	11,1%	0%	0%	27,8%	88,9%	0%	11,1%	94,4%	0%	5,6%
LA ROCHE B.-MUZ	80%	8,3%	54,5%	9,1%	9,1%	0%	27,3%	75%	0%	25%	75%	0%	25%
LE FAOUËT	50%	0%	71,4%	14,3%	0%	0%	14,3%	71,4%	0%	28,6%	85,7%	0%	14,3%
LORIENT	52,2%	1%	87,4%	2,1%	1,05%	1,05%	8,4%	89,5%	3,2%	7,4%	91,6%	3,2%	5,3%
PLOEMEUR	83,3%	0%	76,7%	0%	3,3%	0%	20%	66,7%	6,7%	26,7%	76,7%	3,3%	20%
PLOËRMEL	60%	0%	77,8%	0%	11,1%	0%	11,1%	75%	12,5%	12,5%	75%	12,5%	12,5%
PLUVIGNY	82%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	100%	0%	0%
PONTIVY	68%	0%	69,6%	4,3%	0%	0%	26,1%	82,6%	8,7%	8,7%	91,3%	4,3%	4,3%
PONT-SCORFF	100%	0%	25%	25%	0%	0%	50%	100%	0%	0%	100%	0%	0%
PORT-LOUIS	71%	0%	70,6%	11,8%	0%	0%	17,6%	70,6%	11,8%	17,6%	88,2%	11,8%	0%
QUESTEMBERT	70,6%	4%	87%	13%	0%	0%	0%	87,5%	4,2%	8,3%	91,7%	0%	8,3%
QUEVEN	70%	0%	78,6%	0%	0%	0%	21,4%	66,7%	0%	33,3%	66,7%	0%	33,3%
QUIBERON	93%	0%	78,6%	14,3%	0%	0%	7,1%	100%	0%	0%	100%	0%	0%
SAINT-AVE	74,1%	0%	70%	10%	0%	0%	20%	75%	5%	20%	95%	5%	0%
SARZEAU	93,3%	0%	92,9%	0%	0%	0%	7,1%	92,9%	7,1%	0%	85,7%	0%	14,3%
SENE	58%	0%	28,6%	0%	14,3%	0%	57,1%	71,4%	28,6%	0%	71,4%	28,6%	0%
VANNES	51,8%	0%	93%	2,3%	0%	0%	4,7%	88,4%	2,3%	9,3%	97,7%	0%	2,3%
TOTAL	66,7%	0,6%	77%	5,98%	1,50%	0,19%	15,33%	81,73%	4,33%	13,94%	86,63%	3,01%	10,36%
	538	3	412	32	8	1	82	434	23	74	460	16	55

Renouvellement des instances fédérales

A l'issue du congrès départemental, voici la composition des 2/3 du nouveau Conseil fédéral (28 membres), élus à l'unanimité des délégués présents. Le dernier 1/3 du Conseil fédéral sera composé de 14 secrétaires de section qui seront élus le 28 novembre prochain (réunion des secrétaires de section). La Commission des conflits et la Commission de contrôle financier ont aussi été adoptées par les délégués.

Conseil fédéral par motion

Motion 1 - Hollande (23 sièges)

Odile Blanc-Dubuisson (Vannes) - T
Marylou Chappé (Lorient) T
Monique Danion (La Vraie Croix) - T
Bernadette Desjardins (Camors)
Gildas Dréan (Vannes)
Marie Guitton (Auray)
Odette Herviaux (La Croix Helléan) - T
Claudio Jelcic (Guer)
Henri Le Dorze (Pontivy)
Jean-Yves Le Drian (Lorient) - T
Olivier Le Lamer (Lorient)
Béatrice Le Marre (Ploërmel)
Loïc Le Meur (Ploemeur) - T
Eric Mahé (Lanester)
Geneviève Marchand (St Pierre Quiberon) - T
Gwennan Melscoët (MJS 56) - T
Norbert Métairie (Lorient) - T
Geneviève Noblet (Camoël) - T
Paul Paboëuf (Questembert) - T
Jean-Marc Paous (Kervignac) T
Hervé Pellois (Saint-Avé) - T
Gwendal Rouillard (Lorient) - T
Cathy Soubeiroux (Larmor-Plage)

Motion NPS (4 sièges)

Emmanuelle Bénard (Lorient) - T
Vincent Gragnic (Quéven)
Marie-Thérèse Herviault (Guer) - T
Bruno Troalen (Gourin) - T

Motion Fabius (1 siège)

Aucun candidat déclaré

Invités permanents

Jean-Luc Martin (Utopia)
Jean Kerguelen (Directeur délégué du Rappel)
Maxime Picard (sécurité publique - Vannes)
Simon Uzenat (questions internationales - Vannes)

T = Titulaire

Commission de contrôle financier

Motion 1 - Hollande

Guy Toureaux (Sarzeau), Président
Michel Gobert (Auray)
Marie-Annick Graignic (Inguiniel)
Chantal Jouneaux (Vannes)
Annie Le Squer (Ploemeur)

Motion 5 - NPS

Jean Droual (Larmor-Plage)

Commission des conflits

Motion 1 - Hollande

Michel Graignic (Inguiniel), Président
Jocelyn Blondeau (Lorient)
Julie Changeur (Vannes)
Marie-Thérèse Guidoux (Questembert)
Franck Jan (Lorient)

Motion 5 - NPS

Marie-Thérèse Pouliquen (Quéven)



Congrès départemental

Le Faouët - 12 Novembre 2005

Le Faouët - Retour en images



Les photos

De gauche à droite et de haut en bas : Gwendal Rouillard, Odette Herviaux, Jean-Yves Le Drian, Pierre Pouliquen - Secrétaire de la section du Faouët, Alain L'Henoret - Trésorier fédéral, Jean-Luc Martin - représentant la motion Utopia, Jean Giovannelli - représentant la motion Fabius et Emmanuelle Bénard - représentant la motion NPS.

En lisant mon journal, en écoutant la radio, la télé...

On a retrouvé le plan B

Ouest-France du samedi 12 novembre nous révèle le plan B que Laurent Fabius avait promis si le oui l'emportait. Oui, le plan B de Barroso. Le président de la commission - rappelons que Chirac s'était opposé à une éventuelle candidature de Pascal Lamy - a lancé une réorganisation des grandes directions générales de l'administration. Au détriment des Français et des Allemands et au profit des libéraux. Le Daily Telegraph l'a écrit aussi : "Les Thatchériens prennent le pouvoir en Europe". Le socialiste François Lamoureux, directeur des Transports et de l'Energie, a été viré et Françoise Le Bail, une autre Française en vue, a été limogée. Et pendant ce temps-là, Chirac, contre tout bon sens, continue à croire qu'il peut peser sur la politique agricole et tente d'y placer un Français, alors que dans ce domaine, le vrai pouvoir appartient à Peter Mandelson, commissaire au Commerce. Dans l'Europe imparfaite que le traité pouvait améliorer, il y avait place pour un peu de volontarisme, d'exigence sociale. L'Europe d'aujourd'hui, c'est l'Europe de libéralisme, l'Europe des renards libres dans les poulaillers libres.



7^{ème} Congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes
9-10-11 décembre - Paris

Pour un avenir à gauche, redonnons l'espoir

La motion C rassemble Utopia, la Gauche Socialiste, Justice et Erasme.

L'objectif de notre texte de motion, c'est de répondre à la question "à quoi sert le MJS ?". C'est à la fois un mouvement d'éducation populaire et aussi une organisation qui doit défendre sa vision de la politique. Notre rôle essentiel est de porter une pédagogie politique. C'est en cela que l'on sera le plus utile pour faire gagner notre camp politique et la jeunesse.

Changer le monde

Nous voulons partager avec la jeunesse notre analyse du monde et des lieux de pouvoir. A 3 niveaux, international, européen et national, nous dressons un tableau des lieux de pouvoirs en soulignant les réalités de sa complexité.

Une éthique et des principes socialistes au cœur de notre action

Nous souhaitons porter une pédagogie de méthode auprès des jeunes. D'autres appelleront cela leurs fondamentaux. Pour nous, c'est notre méthode d'action politique. Nous considérons que le développement durable et la démocratie participative sont les 2 moteurs de toute action publique. Nous considérons le développe-

ment durable comme un préalable et y reconnaissons nos valeurs de socialistes avec la solidarité intra et inter générationnelle et l'internationalisme.

Notre 2^{ème} moteur : la démocratie participative. Il faut se le dire : nous ne ferons jamais plus de la politique comme avant. Non pas que nous sommes dans un rejet de la politique mais nous sommes dans une crise de l'offre politique, donc de notre façon de faire de la politique. Il faut donc faire autrement et inciter la participation des citoyens de manière plus fréquente et plus diversifiée que par le simple vote.

Un projet ambitieux pour la jeunesse

Nos priorités pour 2007 s'articulent autour de notre combat identitaire : le combat de l'égalité des possibles en donnant à chacun, à tout moment, la possibilité de réaliser ses choix, et ce, dans tous les domaines et sur tous les territoires. Nous le déclinons dans 4 domaines prioritaires à nos yeux : l'éducation, l'emploi, le pacte républicain et le pacte social. L'éducation doit offrir à chaque jeune les conditions de son émancipation personnelle. Ainsi, nous portons comme

d'autres une allocation autonomie jeunes. Quant à l'emploi, l'état doit construire le paysage économique et industriel de demain. Il s'agit clairement d'une voix alternative aux réflexes protectionnistes ou défaitistes de certains, y compris à gauche. Pour le pacte républicain, nous souhaitons d'une part redonner du sens à la citoyenneté et d'autre part, faire vivre une vraie cohésion républicaine. Il s'agit notamment d'engager une lutte combattive contre les discriminations, contre toutes les discriminations. S'agissant enfin du pacte social, notre système social est en crise et nous devons le repenser à la fois pour le pérenniser et pour renforcer les droits existants.

L'objectif de ce congrès est de définir notre ligne politique et l'équipe de direction jusqu'à 2007. Nous appelons au respect du vote des militants et à l'unité dans le respect des composantes du MJS pour une organisation démocratique, redonner un espoir crédible et faire gagner notre camp en 2007.

Gwennan Melscoët
Animatrice fédérale
et porte parole nationale
de la motion C

Le Congrès du MJS sur Internet

Motion C :

www.redonnonslespoir.org
Erasme : <http://erasme.blogs.com/>
Utopia : www.utopia-terre.org
Gauche socialiste : www.lateteagauche.org
Justice : www.justicemjs.canalblog.com

Motion B :

<http://combattreenmjs.free.fr>
Convergence réformistes : <http://convref.free.fr>

Motion A :

Nouvelle gauche : www.nouvellegauche.com
Alternative socialiste : www.alternativesocialiste.fr

Agenda

Premier secrétaire fédéral

18-20 novembre - Le Mans
Congrès national

Jeudi 24 novembre - Lorient
Congrès - Election des secrétaires

Samedi 26 novembre - Paris
Conseil national du PS

Lundi 28 novembre - Lorient
Réunion des secrétaires de section
et Conseil fédéral

Actualité

Etat d'urgence sociale

daté du 9/11/05

Comme au bon vieux temps de la guerre d'Algérie, le gouvernement a décidé d'instaurer, dans notre pays, l'état d'urgence. Pour lutter contre la vague de violence qui embrase toutes les banlieues, le gouvernement a décidé d'utiliser les grands moyens avec couvre-feu et remise en question de quelques libertés individuelles, mais que voulez-vous, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Il aura quand même fallu quelques jours au chef de l'Etat et à son Premier ministre pour réagir après les premiers incendies de Clichy-sous-Bois. La tentation de laisser Nicolas Sarkozy se colleter avec les sauvages était grande mais, devant la dégradation de la situation, il a bien fallu que le tandem de l'Elysée et de Matignon mette aussi les mains dans le cambouis.

On ne peut pas dire qu'au sommet de l'Etat les responsables n'étaient pas au courant de la situation de détresse de nombreux jeunes et moins jeunes, pauvres, sans emplois ni aucune perspective. Tous les gens de terrain tiraient la sonnette d'alarme depuis longtemps, mais le pouvoir restait sourd à toutes les revendications. Compte tenu de la situation, on aurait pu espérer de la part du gouvernement une réelle prise en compte des attentes de toutes ces populations en détresse. Or, la seule réponse que le gouvernement a trouvé est la mise en place de l'état d'urgence assorti d'une baisse à 14 ans de l'accès à l'apprentissage. C'est un peu court, messieurs, comme réponse. Pensez-vous vraiment que mettre en apprentissage les jeunes de quartiers défavorisés à 14 ans va permettre de résoudre les problèmes ?

Les Français, consultés sur l'état d'urgence, se sont prononcés pour à 73%. On peut les comprendre compte tenu des centaines de voitures et d'édifices publics qui brûlent chaque nuit. Mais ils feraient bien de s'intéresser au contenu de cette fameuse loi de 1955. Avec l'état d'urgence les autorités sont habilitées à prendre toutes mesures pour contrôler la presse et les publications de toutes natures, les émissions radiophoniques, les projections cinématographiques et les représentations théâtrales.

(suite ci-contre)

DÉBAT PARLEMENTAIRE

Interventions d'Odette Herviaux au Sénat Les questions agricoles au coeur des débats

Après avoir été examiné en première lecture au mois d'octobre à l'Assemblée nationale, le projet de Loi d'Orientation Agricole est passé devant le Sénat. Odette Herviaux - sénatrice du Morbihan - est intervenue sur ce dossier ; elle a également interpellé le gouvernement sur la grippe aviaire lors de la séance de questions orales.

Pendant les débats sur la LOA, Odette Herviaux a mis en avant l'absence de réponses aux questions que se posent actuellement les agriculteurs. Ainsi, autant dans le débat général (voir son intervention) que dans la présentation des amendements du groupe socialiste, sa logique a été de défendre la multiplicité des types d'agriculture, la préservation des systèmes de contrôle des structures et surtout l'encadrement législatif de l'accès au foncier.

Malheureusement, cette nouvelle loi, tant attendue par la profession, a mis en avant la volonté libérale et la logique quasi-industrielle de l'agriculture. Cette nouvelle loi ne répond pas aux inquiétudes des agriculteurs face à la gestion française de la nouvelle PAC, à l'incertitude sur les signes officiels de qualité, à la demande de plus en plus nombreuse des consommateurs de soutenir les agricultures respectueuses de l'environnement.

De plus, ce texte risque de rendre encore plus difficile le renouvellement des générations dans le secteur agricole. S'adressant au ministre de l'Agriculture, elle a précisé son propos : "(...) il n'y a plus un agriculteur en activité, du moins parmi ceux que je connais,

qui souhaite que l'un de ses enfants prenne sa suite ! Que dire, donc, d'un projet de loi d'orientation agricole qui ne permettrait pas le renouvellement des générations d'agriculteurs ?



Lors du débat de politique générale du Congrès départemental au Faouët, Odette Herviaux est notamment intervenue sur le dossier agricole qu'elle défend actuellement au Sénat.

Pour assurer son avenir, le monde rural a besoin de paysans en nombre sur tous ses territoires. De plus, le niveau et les conditions de vie des agriculteurs doivent être en adéquation avec ceux du reste de la société."

La Bretagne, première région agricole de France n'a pas été entendue dans les débats malgré sa forte participation dans les réunions régionales ayant préfiguré ce texte et lors des débats en séance du Sénat.

Par ailleurs, jeudi 10 novembre, Odette Herviaux est intervenue, lors de la séance de questions orales, sur la grippe aviaire.

Devant le ministre de la Santé et des Solidarités, la sénatrice du Morbihan a mis en avant les difficultés que rencontrent déjà, non seulement certains producteurs, mais aussi les industriels. Les pertes se comptabilisent déjà en millions d'euros et risquent de compromettre l'activité économique de certaines régions de France dont la Bretagne au premier rang.

Odette Herviaux a demandé au gouvernement qu'elles étaient les mesures économiques prévues à l'encontre des éleveurs, des entreprises de collecte, d'abattage et de transformation ?

Pour lire l'intervention d'Odette Herviaux au Sénat sur le projet de LOA, le 2 novembre 2005, vous pouvez consulter son site internet à l'adresse : <http://perso.wanadoo.fr/odette.herviaux/> et consulter la rubrique "Travail parlementaire" > "Loi d'Orientation Agricole".

Sur la grippe aviaire, vous pouvez consulter le site internet du Groupe socialiste au Sénat :

www.senateurs-socialistes.fr/article/articleview/2000

Etat d'urgence sociale (suite)

La loi permet à la police d'opérer des perquisitions de jour comme de nuit sans aucun contrôle de magistrats, avec toutes les conséquences de dérapages et de bavures possibles. A ressortir de vieilles lois martiales face à une crise sociale dont les débordements - s'ils sont sérieux - ne

sont pas la guerre civile, le gouvernement et la droite prennent le risque d'étendre l'incendie en croyant l'éteindre.

C'est plutôt l'état d'urgence sociale qu'il faut décréter et arrêter de confier le soin d'éteindre les incendies au pompier pyromane Nicolas Sarkozy.

Le Cormoran

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php